

Le Burundi souhaite la visite le 1er juillet prochain du Roi Albert II de Belgique

@rib News, 01/03/2012 - Source BelgaLe président burundais Pierre Nkurunziza a confirmé son vif souhait de voir le Roi des Belges Albert II assister le 1er juillet prochain aux commémorations du 50^e anniversaire de ce petit pays d'Afrique centrale, administré durant 44 ans par la Belgique, dans une interview publiée mardi par le quotidien Le Soir. « Depuis très longtemps, la Belgique a soutenu le Burundi et nos deux pays entretiennent des liens traditionnels et de coopération. C'est pour cela que nous avons donc invité le Roi Albert II. Nous tenons beaucoup à ce que la Belgique soit présente au moment de cet anniversaire, aux côtés des Burundais », a indiqué M. Nkurunziza. Il explique que le sens que le gouvernement burundais entend donner à cette commémoration est « notamment de promouvoir l'unité nationale ». Le Burundi a connu une longue guerre civile de 1993 à 2006, qui a fait quelque 300.000 morts, et semblait sur la voie de la paix après la signature d'un accord de partage du pouvoir, entre la majorité hutue et la minorité tutsie, ayant mené à la première élection de M. Nkurunziza - un ancien rebelle - en 2005. Mais depuis la contestation des élections générales de 2010 par l'opposition, le Burundi vit au rythme de nouvelles violences qui font craindre la reprise des hostilités à plus grande échelle dans un climat de multiples violations sur le plan des droits de l'homme, de la justice et de la corruption. Avec le Rwanda, le Burundi faisait partie avant l'indépendance des deux pays, le 1er juillet 1962, sous l'appellation Rwanda-Urundi, de la zone sur laquelle la Belgique exerçait un mandat - confié par la Société des Nations (SDN) puis par les Nations Unies - depuis 1918, à la suite de la perte par l'Allemagne de ses colonies africaines après sa défaite lors de la première Guerre mondiale. La Belgique n'a pas encore répondu à l'invitation que Bujumbura a adressée au souverain en raison notamment de la longue crise politique dont elle n'est sortie qu'en décembre dernier avec la formation du gouvernement Di Rupo. Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, a prévu une escale au Burundi lors de la tournée en Afrique centrale qu'il projette d'effectuer fin mars, notamment pour examiner si les conditions sont remplies pour un déplacement du Roi - ou éventuellement du prince héritier Philippe.